

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel Env3
4 avenue Didier Daurat – CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

Colomiers, le 24 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

TERREAL SAS

11 route de PIBRAC
31770 COLOMIERS

Références : 2022/245-245

Code AIOT : 0006805963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2022 de la briqueterie exploitée par la société TERREAL SAS au 11 route de PIBRAC 31770 COLOMIERS. L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles, qui fixe une périodicité de visite de 3 ans pour ce site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL SAS
- Route de PIBRAC 31770 COLOMIERS
- Code AIOT : 0006805963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TERREAL exploite une briquetterie relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la surveillance des rejets aqueux de l'établissement ;
- la surveillance des rejets atmosphériques de l'établissement ;
- les émissions sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Types de suite
1	Rejets aqueux	Point 2.6.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008	Mise en demeure
2	Rejets aqueux	Point 2.6.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008	Mise en demeure
5	Entretien des installations	Point 3.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Pollution atmosphérique	Point 3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008
4	Bruit	Point 5.5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise bien le suivi de ses rejets atmosphériques et aqueux prescrit par arrêté préfectoral. Il doit assurer une meilleure traçabilité des opérations d'entretien et de maintenance sur ses installations de traitement de ces rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : point 2.6.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2008
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration suivantes : - DCO : 300 mg/l ; - DBO : 100 mg/l ; - MES : 100 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10mg/l ; - Métaux totaux : 15mg/l ; - AOX: 5 mg/l en cas d'utilisation de solvants halogénés.
Constats : L'exploitant présente les résultats des analyses menées de 2019 à 2021. Deux dépassements sont signalés pour le paramètre Matières En Suspension (MES) en 2020 et 2021. Ces dépassement sont liés à un manque d'entretien du séparateur à hydrocarbures. L'exploitant présente l'ordre de mission lancée pour la réparation et le nettoyage du décanteur-séparateur. L'exploitant indique que l'analyse de ses rejets aqueux au titre de l'année 2022 est bien programmée. Il précise que les métaux, dont la périodicité d'analyse est de 3 ans, seront intégrées à la campagne d'analyses 2022 ; la dernière ayant été réalisé en 2019. Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de réparation et d'entretien de son décanteur-séparateur, ainsi que le justificatif d'évacuation des boues.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.6.4 Autosurveillance
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis chaque année à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La première campagne d'analyses devra avoir lieu avant le 31 décembre 2008.
Constats : L'exploitant indique la campagne de suivi de ses rejets aqueux est programmé pour 2022, mais non encore réalisé. Il transmettra à l'inspection des installations classées dès réception les résultats de ce suivi.

Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure

N° 3 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 3.2 Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Annexes 1-1 à 1-7
<p>Constats : L'inspection des installations classées consulte les résultats des analyses des rejets atmosphériques des installations de 2019 à 2021. Ceux-ci sont bien réalisés selon une périodicité annuelle. Deux dépassements des valeurs limites d'émission sur le paramètre poussières sur le dépoussiéreur rectification ont été constatés en 2019. Ces dépassements se sont pas reproduits depuis.</p> <p>Les rapports de surveillance des rejets atmosphériques mentionnent toutefois un certain nombre d'écarts aux documents de référence, à savoir ceux définissant les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air mentionnées dans l'avis du 27 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=xTFpZINhOc-g2Eq_jCfW3--5eh02L9IBfJuKdKz0bTY=), pour certains équipements (dépoussiéreur du nettoyage centralisé, pré-four U5 notamment), sans que ces écarts ne remettent en cause la conformité des résultats d'analyse aux valeurs limites d'émissions.</p> <p>L'exploitant doit être vigilant à l'impact que ces écarts seraient susceptibles d'avoir, à l'avenir, sur la robustesse des résultats de la surveillance de ses rejets atmosphériques.</p>
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 5.5 Contrôles
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Ces campagnes de mesure seront renouvelées au moins une fois tous les trois ans.
<p>Constats : La dernière campagne de mesures réalisée le 16 décembre 2019 n'a pas mis en évidence de dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété et des valeurs d'urgence réglementaires.</p> <p>L'exploitant indique avoir programmé une campagne de mesures de ses émissions sonores en 2022. Il présente l'emplacement des différents points où seront réalisés les mesures.</p>
Type de suites proposées : sans suite

N° 5 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 3.3 Entretien des installations et résultats des contrôles
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Le réglage et le fonctionnement des installations se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage. [...] Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant reporte également les résultats d'analyse [de ses rejets atmosphériques] et en adresse annuellement une synthèse à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que ses installations font l'objet d'un audit de fonctionnement annuel, et présente les rapports relatifs aux audits 2019 à 2021. Ces rapports préconisent un certain nombre d'opérations à mener, sans que l'exploitant ne soit en mesure de justifier leur bonne réalisation. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- d'établir une liste des installations contribuant au traitement de ses rejets atmosphériques ;- d'établir un registre de suivi de ces installations, permettant de déterminer les dates des différents audits de fonctionnement réalisés, ainsi que la date de réalisation des opérations préconisées à la suite de ces audits ;- de lui transmettre les résultats du suivi de ses rejets atmosphériques réalisé en 2022. Par ailleurs, l'exploitant mentionne une émission de poussières survenu à l'été 2022 à la suite d'un dysfonctionnement sur le filtre à manches du dépoussiéreur rectification. Il transmettra à l'inspection des installations classées son analyse de l'incident, ainsi que les mesures prises pour y remédier et éviter qu'il ne se reproduise. Il transmettra, en particulier, les éléments permettant de justifier du remplacement des manches endommagées.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure